

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 17 novembre 2009

N° 361

PRIX : 0,60 Euro



GRÈVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

L'ÉTAT FAIT LA SOURDE OREILLE

FACE AUX REVENDICATIONS

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Editorial

Côte d'Ivoire: Grèves dans la fonction publique ...

Page 4

Sénégal: Wade est très généreux avec les diplomates

Page 6

Tchad: Le régime contribue grandement au climat d'insécurité

Page 6

Les mutilations sexuelles sont des pratiques auxquelles il faut mettre fin

Page 7

La faim dans le monde n'est pas prête d'être éradiquée

Page 8

Madagascar: Accord entre dirigeants politiques: la population laborieuse continue d'en pâtir

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

GRÈVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE L'ÉTAT FAIT LA SOURDE OREILLE FACE AUX REVENDICATIONS

De nombreux secteurs de l'administration sont actuellement touchés par des grèves. La presse et les médias gouvernementaux minimisent leur importance en leur accordant à peine quelques lignes comme s'il s'agissait d'un petit fait divers. Et pourtant lorsqu'il s'agit de commenter les gestes et faits du président ou de son épouse, on n'économise ni papier ni salive. Manifestement le gouvernement ne veut pas que ça se sache.

Mais ils ont beau faire semblant d'ignorer les grèves des salariés, cela se voit par le simple fait que de nombreux bureaux et écoles sont fermés. Cela a commencé par un mouvement limité aux greffiers. Quelques jours après ce sont les enseignants du supérieur qui se sont mis en grève pendant une semaine. Des enseignants des collèges s'y sont mis à leur tour. Ensuite ce sont les employés des sous-préfectures qui ont arrêté de travailler. Presque en même temps les agents du ministère de l'Economie et des Finances se sont aussi mis en grève. Il y a encore de nombreux secteurs de l'administration qui ne sont pas encore touchés par ce mouvement revendicatif. Mais il n'est pas encore terminé.

Les revendications sont diverses. Pour les uns, ce sont les primes promises mais qui n'ont pas été versées. Pour les autres, ce sont les salaires qui sont versés avec beaucoup de retard, des révisions de grilles de salaires que l'Etat bloque, etc. Mais derrière toutes ces revendications, il y a surtout le fait que pendant que la vie devient de plus en plus chère, les salaires et les primes diverses sont à la traîne.

Les employés du public qui expriment par la grève leur colère contre leur employeur, l'Etat, ont de bonnes raisons de le faire car il faut qu'ils se fassent respecter. Il faut que les salaires et les primes soient versés en temps et en heure mais soient aussi révisés à la hausse, au moins pour rattraper ce qui a été grignoté par la hausse des prix et des loyers, entre autres.

Et si eux, les employés de l'Etat, qui ont pourtant un emploi

stable et par conséquent un revenu régulier, sont mécontents de leurs conditions d'existence, que dire de ceux qui sont dans le privé et qui n'ont que de petits emplois de plus en plus mal payés, soumis à des augmentations de cadences infernales, qui n'ont ni contrats fixes ni aucune protection sociale et qui subissent le mépris et l'arrogance de leurs patrons ? Il y a en effet de quoi être en colère dans ce pays. Ceux qui sont en bas de l'échelle ne sont ni écoutés ni respectés. Les dirigeants de l'Etat savent l'existence des difficultés de ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre. Mais ils ferment les yeux. Mais pendant que l'écrasante majorité de petits salariés de l'Etat du secteur privé se serrent la ceinture, ceux qui sont les plus haut placés dans l'appareil de l'Etat vivent comme des pachas en puisant impunément dans les caisses de l'Etat. Ils vivent dans les mêmes quartiers et mènent le même train de vie que les patrons des grandes entreprises du privé. Qui se ressemble s'assemble. Ils font en effet partie du même monde, celui des exploiters et des

profiteurs. Les actionnaires et les patrons des entreprises capitalistes peuvent compter sur la complicité des dirigeants de l'Etat pour continuer à exploiter féroceement les travailleurs dans leurs établissements.

Aujourd'hui, même si la grève est loin d'être générale dans la fonction publique, il y a tout de même une partie non négligeable des employés de l'Etat qui montrent leur colère. Mais si l'Etat continue de faire la sourde oreille ou bien se contente de donner de vagues promesses sans lendemain, la colère ne va pas s'apaiser et pourrait devenir contagieuse. Tout dépendra alors de la capacité des fonctionnaires mécontents à se solidariser d'abord entre eux pour augmenter leur force face à la puissance publique. Ils peuvent aussi trouver au sein de la population des oreilles attentives à leurs revendications. Mais pour cela il faudrait au moins que les dirigeants syndicaux qui animent ces mouvements revendicatifs aient une politique en direction de la population.

CÔTE D'IVOIRE

ÉLECTION OU PAS NE PAS SE LAISSER DIVISER ENTRE TRAVAILLEURS

Le faux suspense sur la date de l'élection présidentielle a pris fin à l'annonce officielle de son report pour une "date ultérieure". C'est le cinquième report depuis la fin du mandat présidentiel de 2005. Le motif invoqué par l'autorité chargée de superviser cette élection serait d'ordre "technique". Elle n'aurait pas eu suffisamment de temps pour fixer définitivement la liste de ceux qui auront le droit de voter, c'est-à-dire de ceux à qui l'Etat ivoirien veut ou ne veut pas donner le titre de citoyen. Et là il ne s'agit nullement d'une question technique mais politique. Ils ont beau dire qu'ils n'ont pas fini de croiser et de recroiser les fichiers électoraux et les fichiers de recensement de la population dans tous les sens pour établir une liste électorale définitive. Mais ceux dont les noms ne figurent nulle part soit parce qu'ils ont été refusés dès le

départ soit parce qu'ils n'ont pas eu la possibilité de le faire, ne s'y trouveront pas par miracle. Et si les autorités continuent de refuser d'y faire figurer leur nom, cette question ne sera pas résolue. Il y a officiellement plus d'un million de personnes qui se retrouvent exclues de cette manière sur un total de plus de 6,3 millions d'inscrits.

Gbagbo a tous les leviers du pouvoir en mains depuis dix ans et il n'a pas de raison particulière de se presser pour avoir un nouveau mandat de cinq ans. Ses adversaires politiques, eux, ont des raisons d'être pressés de prendre sa place mais sur ce terrain électoral c'est Gbagbo qui a les cartes en mains. Ils se gardent bien de faire pression sur le gouvernement en disant par exemple clairement que tous ceux qui sont

inscrits devraient avoir le droit de voter. Ils ne le feront pas parce qu'ils ne veulent pas passer pour des gens qui veulent faire passer des "étrangers" pour des "Ivoiriens". Ils considèrent cela comme une insulte mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner dans cette division artificielle entre étrangers et nationaux. Tous ceux qui travaillent ici et vivent de leur travail sans exploiter personne devraient avoir les mêmes droits. Ce n'est pas un bout de

papier qui doit faire la différence entre les travailleurs. Ce qui est commun à tous les travailleurs, ivoiriens ou pas, c'est le fait qu'ils sont exploités par leurs patrons et par l'Etat à leur service. C'est en se mettant ensemble, coude à coude autour de leurs revendications communes qu'ils se donneront plus de force et plus de chance pour améliorer leurs conditions d'existence.

SÉNÉGAL

WADE EST TRÈS GÉNÉREUX AVEC LES DIPLOMATES

Le représentant du Fonds monétaire international (FMI), Alex Segura, a fini récemment sa mission de trois ans au Sénégal, et à cette occasion A. Wade l'a invité à un dîner au palais présidentiel. A la fin de cette invitation un membre du personnel lui a remis une mallette pleine de billets. C'est quelques heures après qu'il a pris son avion pour retourner chez lui en Espagne. C'est à l'arrivée à Barcelone qu'il décide de signaler à la direction de FMI qu'il possède une valise de billets reçue du personnel de la présidence à Dakar. Le FMI lui demande de rendre l'argent à l'ambassade du Sénégal à Madrid. C'est une somme assez importante : des centaines de millions de francs CFA. En tout cas il est difficile de savoir le montant. Il est aussi difficile de savoir pourquoi ce diplomate a accepté de prendre la valise et de la rendre après. De toute manière, c'est un mauvais coup pour A. Wade. Son gouvernement a tenté de renier le fait. Mais la presse a vite fait de le divulguer. C'est l'indignation pour le public sénégalais.

Wade est connu pour être un président généreux avec les diplomates, les représentants de la Banque mondiale, du FMI et bien d'autres du même genre. A la fin de leur mission, il paraîtrait qu'il est de coutume qu'ils soient reçus au palais pour une réception et ils repartent avec une valise comme cadeau.

Depuis neuf ans que Wade est au pouvoir il a dû bien ponctionner le trésor public pour faire plaisir à ces diplomates qui doivent faire des rapports sur le Sénégal et sa gouvernance. Et de toute manière ces gens là ne sont que des représentants de l'impérialisme au Sénégal.

Par contre dans le pays la population vit dans la misère ; l'éducation et la santé laissent à désirer. Mais ce n'est pas cela qui préoccupe particulièrement les dirigeants. Quant aux travailleurs du rang, ceux qui ont le privilège d'avoir du travail gagnent un salaire de misère. Mais là n'est pas le problème de Wade. Il est là pour servir les riches.

=====

TCHAD**LE RÉGIME CONTRIBUE GRANDEMENT
AU CLIMAT D'INSÉCURITÉ**

Il y a quelques jours, à Ndjaména en plein jour, des individus ont tiré sur un jeune homme qui circulait à moto ; grièvement blessé, il est tombé de son engin, et l'un des malfaiteurs en a profité pour récupérer la moto.

Ce genre de braquage est assez courant dans la capitale. Ces petites bandes armées disséminées un peu partout en ville et aux alentours s'attaquent également aux conducteurs de voitures neuves ou en bon état, surtout des 4 x 4. Selon certaines informations, ces engins, motos ou voitures se retrouvent dans la cour même de la Présidence. Elles sont repeintes, les numéros d'immatriculation sont changés, et on les revend sur le marché des pays voisins, au Nigeria, en Libye ou au Soudan.

Ainsi, ce sont des éléments de la garde présidentielle de Déby même qui organisent ce genre de trafics. Les malfaiteurs, la plupart du temps, réussissent leurs coups puis disparaissent dans la nature. Mais s'ils sont arrêtés, ils ne croupissent pas en prison ; comme ils bénéficient

de complices haut placés dans la hiérarchie administrative, ils sont relâchés.

Parfois ce sont des passants qui, révoltés par les méthodes barbares de ces bandits, réagissent, et réussissent à les faire fuir.

En plus de ces braquages devenus monnaie courante, les autorités organisent des opérations de spoliation des populations à grande échelle, c'est-à-dire dans tout le pays. Sous divers prétextes (récupération d'armes détenues illégalement par certaines personnes, recherche des rebelles cachés parmi la population, etc.) des policiers ou autres « combattants » s'emparent, au prétexte d'une prétendue fouille, de l'argent bien sûr mais aussi des objets de valeur : radio, télé, téléphones portables, montres-bracelet, bijoux, pagnes, etc. Ils profitent de ces situations pour s'enrichir et parfois éliminer des opposants politiques.

Ce sont donc les dirigeants tchadiens eux-mêmes qui sont parfois responsables de l'insécurité dans le pays.

CAMPS DE RÉFUGIÉS : LE PROFIT D'ABORD !

*Un des camps de réfugiés
installés dans l'est du Tchad*

Le 10 novembre dernier, deux membres d'une organisation non gouvernementale qui travaillaient dans des camps de réfugiés situés à l'est du pays ont été enlevés par des éléments armés. L'un des kidnappés, un Tchadien, a été abattu et l'autre, un Français, gardé en otage : les ravisseurs réclament une rançon d'un million d'euros pour sa libération.

Du coup, six ONG opérant dans cette zone, soucieuses de la vie de leurs équipes, ont quitté provisoirement les camps, laissant près de 37 000 réfugiés sans assistance.

Rappelons que dix camps de réfugiés sont installés depuis quelques années le long de la

frontière entre le Tchad et le Soudan. Ils accueillent des milliers de personnes qui ont échappé aux massacres, pillages ou aux viols commis par les Djanjawids, milices à la solde du gouvernement soudanais. Ces cavaliers armés sont même entrés jusque dans les camps pour massacrer des réfugiés. Aussi, certains camps sont-ils transférés à l'intérieur du Tchad pour éviter ces attaques.

Le crime des ces réfugiés: ils sont accusés par les autorités soudanaises de « complicité » avec le FLS, une organisation d'opposition armée qui cherche à prendre le pouvoir à Khartoum.

D'autres réfugiés viennent du Tchad. La plupart ont fui les rebelles qui font la loi dans certaines zones, ou la misère, tout simplement. Déjà dans ces dix camps, la vie était très dure.

Les organisations humanitaires faisaient face à une pénurie d'eau potable, de nourriture et de tentes. Elles se démenaient pour fournir aux habitants le minimum vital. Avec le départ de ces six organisations, la situation risque de friser la catastrophe. Si rien n'est entrepris d'urgence pour parer au manque de bras dû au départ de ces ONG, des milliers de personnes risquent de perdre la vie.

Les puissances capitalistes développées, USA en tête, disposent amplement de moyens capables d'améliorer très sensiblement le sort des réfugiés mais elles traînent les pieds. Parfois elles font des gestes symboliques envers eux.

Car en fait, aider ces pauvres sans abri ne rapporte pas de profit.

LES MUTILATIONS SEXUELLES SONT DES PRATIQUES AUXQUELLES IL FAUT METTRE FIN

Dans certaines communes de la région parisienne, des conférences-débats sur la prévention liée aux mutilations sexuelles féminines ont actuellement lieu. De nombreuses associations qui dénoncent ces pratiques et les combattent ou qui aident les victimes, profitent de ces journées pour sensibiliser l'opinion et attirer l'attention sur ce phénomène ainsi que sur les pratiques de mariages forcés.

Selon les associations, s'agissant de la France, 70 000 adolescentes de 10 à 18 ans sont menacées d'être mariées contre leur gré à un homme. Elles estiment entre 55 000 à 65 000 le nombre de fillettes mutilées ou menacées de l'être dans ce pays.

A l'échelle planétaire ces nombres se chiffrent par millions. De graves hémorragies, des problèmes urinaires, des complications lors de l'accouchement, des décès de nouveaux nés, telles peuvent être les conséquences des mutilations qui constituent avant tout une violation des droits des jeunes filles et des

femmes.

Dans de nombreux pays d'Afrique ces pratiques continuent de se maintenir malgré que leur interdiction soit effective (Sénégal, Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Niger, Centrafrique, Tanzanie, Togo). Les dirigeants laissent faire parce qu'ils sont incapables de contrarier les couches réactionnaires qui veulent maintenir les femmes à un rang inférieur comme dans l'ancien temps.

Au Burkina Faso le 9 novembre dernier, à l'ouverture d'une conférence internationale consacrée à l'interdiction totale de ces pratiques, Chantal Compaoré l'épouse du président a lancé un appel à « tous les Etats africains afin qu'ils coopèrent... pour accélérer l'élimination de la pratique des mutilations... surtout par l'adoption et l'application des textes de lois ». Tant mieux si des personnalités de ce genre prennent position. Il ne faudrait cependant pas se contenter de beaux discours et c'est là tout le problème.

LA FAIM DANS LE MONDE N'EST PAS PRÊTE D'ÊTRE ÉRADIQUÉE.

Une soixantaine de chefs d'Etat, venus surtout d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont attendus à Rome pour participer durant trois jours à la conférence annuelle de la FAO consacrée à la faim dans le monde. Aucun dirigeant d'une grande puissance n'y sera présent à part le dirigeant italien Berlusconi, dans le pays duquel la conférence se tiendra.



Une décharge au Kenya: une femme
y cherche de quoi vendre ou manger

Selon les chiffres de l'ONU, la barre d'un milliard d'êtres humains victimes de la famine a été franchie cette année. Un enfant meurt toutes les cinq secondes faute de nourriture.

Il y a moins de deux ans, en début 2008, une grave crise alimentaire frappait de nombreux pays pauvres surtout en Afrique. Les prix agricoles avaient brutalement augmenté sur tous les marchés. Cela avait provoqué une brutale flambée de famine suivie d'émeutes dans plusieurs pays. Cette crise alimentaire n'était d'aucune façon liée à une quelconque mauvaise

récolte ou à des calamités naturelles telles que des cyclones ou des sécheresses. C'était uniquement le résultat de la spéculation livrée par des capitalistes sur les denrées.

Selon un rapporteur des Nations Unies « Il suffit d'une étincelle pour que la hausse des prix redémarre. On n'a pas tiré les leçons de la crise passée ».

Pourtant comme chaque année les organisateurs de cette conférence et leurs invités vont sans doute s'engager à « éradiquer la faim dans le monde ». Dans quel délais et avec quels financements, nul ne le sait. L'année dernière les dirigeants des grandes puissances avaient promis le déblocage d'une vingtaine de milliards de dollars. Seul un dixième de cette somme aurait été effectivement débloquée au final. Cette année les dirigeants du G20 sont absents, comme ça il n'y aura pas de promesse non tenue.

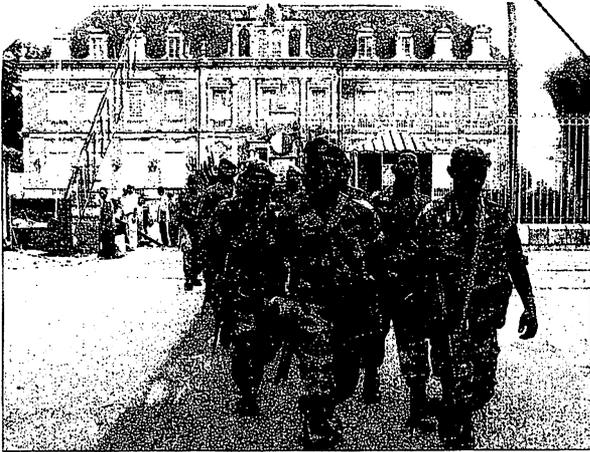
D'année en année le nombre de personnes qui ne mangent pas à leur faim ne cesse d'augmenter tout comme augmentent la misère, la xénophobie et les guerres dans les pays pauvres, surtout en Afrique. Ces fléaux ne sont nullement une fatalité et n'ont aucune cause qui soit imputable à des caprices d'ordre climatique. Les dirigeants africains et les clans qui gravitent dans leur sillage, ont une lourde responsabilité dans le développement de cette situation parce que ce sont des privilégiés qui tirent leur richesse précisément des places qu'ils occupent à la tête de l'Etat. Mais derrière eux il y a les grands monopoles, les trusts et les banques qui ont la mainmise sur toutes les richesses de la planète.

Tant que c'est leur système, le système capitaliste qui gèrera les affaires de la planète, la famine et les autres calamités ne sont pas prêtes d'être enrayerées.

MADAGASCAR

ACCORD ENTRE DIRIGEANTS POLITIQUES LA POPULATION LABORIEUSE CONTINUE D'EN PÂTIR

Lors d'une réunion qui a duré plusieurs jours à Addis-Abeba en Ethiopie, les leaders des quatre principales formations politiques de l'île ont signé un accord de fin de crise.



*Des militaires favorables à
Andry Rajoelina (T.G.V)*

Selon cet accord, Andry Rajoelina est président de la Transition. Emmanuel Rakotovahiny de la mouvance Zafy et Fetison Rakoto Andrianirina de la mouvance Ravalomanana occuperont les postes de Coprésidents. D'autres structures telles que le Congrès de la Transition, le Conseil supérieur de la Transition ainsi que le Conseil National de Réconciliation ont été adoptées. Le poste de Premier ministre et chef du Gouvernement d'union Nationale sera occupé par Eugène Mangalaza de la mouvance Ratsiraka. Il prend la place de Monja Roindifo dirigeant issu du Monima. Ce Premier ministre sortant vient de créer une 5^e mouvance, mais n'est pas signataire de l'accord actuel. Des notabilités constituées en « société civile » ou « autres sensibilités » bénéficieront de postes et portefeuilles divers. Des députés et des sénateurs seront désignés par les différentes mouvances. Un regroupement intitulé « autres sensibilités » en bénéficiera en nombre sensiblement équivalent à chacune des mouvances. Au total, près d'un demi millier de postes et sinécures sera ainsi réparti en attendant l'organisation de futures élections prévues pour

2010.

Les journaux du pays ainsi que les radios et télévisions ont tous salué « la fin de la crise » mais le gouvernement n'est à ce jour pas composé, c'est dire que la bataille pour les postes fait rage entre les formations et aussi selon certaines sources, au sein même de chacune d'elles.

Des dissensions internes se font jour au sein de la haute sphère des galonnés de l'armée, de la police et de la gendarmerie. Ce n'est pas là un fait nouveau car c'est précisément à la faveur du soutien d'une partie des forces de l'ordre que Andry Rajoelina a réussi à se hisser à la tête de l'Etat depuis le courant du premier trimestre de cette année. Mais les raisons de la grogne actuelle résultent du fait que, au-dessus des généraux, il y aura un Comité de Réflexion sur la Défense et la Sécurité Nationales. Ce Comité sera composé de huit membres désignés par les mouvances.

Les quatre mouvances affichent pour le moment une certaine satisfaction de s'être trouvées un accord. La mouvance Ravalomanana a annoncé la fin de ses rassemblements quotidiens qui avaient lieu dans les grandes villes. Malgré cela ses partisans les plus déterminés continuent leurs meetings au Magro d'Ankorondrano, un quartier d'Antananarivo. Son leader en la personne du chef d'Etat déchu s'adresse régulièrement à eux, depuis l'exil, par téléphone amplifié par des hauts parleurs. La 5^e mouvance (celle de Roindifo) fait état de réserve et maintient une petite mobilisation à Toliara une grande ville du Sud dans laquelle elle compte une partie importante de son implantation. Cela ne l'empêche pas de se livrer à des tractations dans les coulisses avec telle ou telle formation. Beaucoup de choses dépendront de ce que les animateurs de cette mouvance obtiendront en terme de postes.

Toutes ces mouvances, sensibilités et

partis politiques n'ont rien de fondamentalement différents entre eux. Ils ont à un moment ou un autre été au pouvoir ou associés à celui-ci tantôt dans une combinaison tantôt dans une autre. D'ailleurs cela fait belle lurette qu'ils ne se donnent même pas la peine d'afficher ou de faire référence à un quelconque programme qui les distinguerait.

C'est la raison pour laquelle une certaine lassitude et un agacement se développent au sein de la population. Ces sentiments sont tout à fait compréhensibles surtout que la situation économique se détériore de semaine en semaine. De nombreuses personnes ont perdu leur emploi depuis le début de la crise. Même le secteur des zones franches qui bon an mal an recevait certaines commandes émanant des Etats-Unis, notamment dans le domaine du textile, accuse une certaine paralysie au profit d'autres pays d'Afrique ou d'Asie qui occupent les mêmes créneaux. Dans ce secteur, les travailleurs sont peu payés et n'ont pas beaucoup de moyens légaux de se défendre malgré les très mauvaises conditions de travail. A la faveur de la crise de nombreux patrons en ont profité pour jeter les gens à la porte ou pour baisser les salaires malgré la hausse régulière des prix.

Cela se traduit par un effondrement du chiffre d'affaire des commerçants qui perdent ainsi de nombreux clients. De nombreux magasins ont baissé leurs rideaux au profit du secteur informel. Des vendeurs de fripes s'accaparent progressivement des trottoirs y compris dans le centre jadis prospère des grandes villes. Que ce soit des vêtements, des chaussures, des ustensiles ou des médicaments, tout se vend dans ces énormes bazars que constituent les rues et leurs abords, au grand dam des commerçants qui ont pignon sur rue.

Les employés municipaux sensés mettre de l'ordre dans le sens des intérêts des commerçants ne font pas preuve de beaucoup d'enthousiasme à « déguerpir » les petits vendeurs à la sauvette. Et heureusement car par ces temps de crise, l'existence de cette multitude de vendeurs fait que la majorité des gens

réussissent à s'approvisionner. C'est grâce à toute cette économie parallèle que la société fonctionne malgré tout.

Les actes de brigandages, de vols et d'attaques de toutes sortes sont en progression constante. Les délinquants et les policiers se livrent à des courses-poursuites parfois meurtrières à coups d'armes à feu. Les policiers ont la gâchette facile et n'hésitent pas à tirer à vue y compris dans les artères peuplées de la capitale.

Dans les villages et la brousse, les vols de zébus connaissent un regain certain. Les gardiens de troupeaux sont souvent en possession d'armes à feu au même titre que les voleurs. Il paraît que ceux-ci agissent parfois avec la complicité de certains agents de L'Etat. Les autorités sont souvent impuissantes et laissent se développer les règlements de comptes.

Il est indéniable que cette situation résulte en grande partie de la crise qui oppose les dirigeants. Mais Madagascar n'est pas le seul pays en proie à une situation de crise ou d'affrontement plus ou moins violent entre les clans qui gouvernent. De nombreux pays d'Afrique sont dans la tourmente avec des variantes en fonction de la diversité des situations. En réalité ces crises sont le résultat de la paupérisation dans laquelle le système capitaliste plonge les pays aux quatre coins de la planète. Les pays pauvres basculent d'année en année dans la misère et dans des affrontements entre les castes de privilégiés qui gouvernent ces pays pour se remplir les poches. La bourgeoisie capitaliste qui domine la planète s'avère de plus en plus incapable d'apporter ne serait-ce qu'un minimum de bien être et de progrès aux peuples des pays pauvres et même à ceux des pays dont on disait il y a peu qu'ils étaient en voie de développement.

C'est pourquoi, même si les dirigeants des grandes puissances et ceux de Madagascar sont d'accord pour dire que « le train de la transition est bien parti », la population pauvre n'a pas forcément fini de pâtir de cette situation dont elle n'est nullement responsable.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.